

**Séance ordinaire du
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE.

**Attribution d'une subvention à la Croix Rouge dans le cadre de l'aide
humanitaire d'urgence aux victimes de l'ouragan Irma aux Antilles**

La Ville propose d'attribuer une aide humanitaire d'urgence de 30 000 euros à la Croix Rouge française pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Irma qui s'est abattu sur les Antilles le 06 septembre 2017.

La Croix Rouge française a mis en place pour répondre à cette catastrophe naturelle un dispositif de grande envergure. Plus d'une centaine de bénévoles ont été mobilisés afin de répondre aux besoins immédiats :

- Rétablissement des moyens de télécommunication
- Mise en place d'une base logistique pour les premières actions d'urgence : soutien psychologique aux sinistrés, distribution de biens de première nécessité
- Réception du matériel de la plateforme régionale d'intervention (PIRAC), basée en Guadeloupe

La Croix-Rouge française a également mobilisé son service de maintien et de rétablissement des liens familiaux. Enfin, pour répondre aux inquiétudes de la communauté antillaise de métropole, une cellule téléphonique a été mise en place, 40 bénévoles de la Croix-Rouge française ont été mobilisés à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention d'un montant de 30 000 € à la Croix Rouge française ;
- De prélever ce montant sur les crédits inscrits au budget 2017, chapitre 920, nature 6574 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 septembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'attribution

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20170928-13560-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/10/17
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.